



CONSEIL COMMUNAL
DE
SAINT-PREX
COMMISSION DES FINANCES

Saint-Prex, le 28 avril 2025

Au Conseil communal de Saint-Prex

Rapport de la Commission des finances sur le préavis n° 01/03.2025 – Autorisation de mise à disposition par droit distinct et permanent de superficie (DDP) d'une surface de 4'215 m² à détacher de la parcelle communale no 347, sise au chemin du Glapin

Monsieur le Président,
Mesdames et Messieurs les Conseillers communaux,

La Commission des finances s'est réunie *in corpore* le 18 mars dernier pour traiter de la question mentionnée sous rubrique. Monsieur Fabrice Dessaux, dont l'entreprise est concernée par l'objet du préavis, s'est récusé lors des discussions et de la prise de décision de la Commission.

Il est précisé que la Municipalité a consulté la Commission tout au long du processus de négociation du DDP de sorte que la séance du 18 mars dernier n'a consisté qu'à confirmer l'accord de la Commission sur ce projet, sous réserve, bien entendu de l'approbation du Conseil communal.

La Commission est ainsi d'avis que le projet rentre parfaitement dans le but d'une saine administration des biens communaux puisqu'il permet à des entreprises locales d'investir sur le terrain communal dans la modernisation de leur outil de travail tout en permettant à la Commune de conserver la propriété du bien-fonds et ainsi une certaine maîtrise sur celui-ci. Quant aux conditions financières du DDP celles-ci sont conformes au marché au vu des informations obtenues par la Commission.

La Commission des finances, à l'unanimité, vous invite dès lors, Monsieur le Président, Mesdames et Messieurs les Conseillers, à bien vouloir prendre les décisions suivantes:

LE CONSEIL COMMUNAL DE SAINT-PREX

- Vu le préavis municipal n°01/03.2025
- Entendu le rapport de la commission chargée de l'étudier
- Considérant que cet objet a été régulièrement porté à l'ordre du jour

DECIDE

1. d'autoriser la Municipalité de mettre à disposition par droit distinct et permanent de superficie (DDP) une surface de 4'215 m² à détacher de la parcelle communale no 347;
2. d'approuver les conditions du contrat de droit distinct et permanent de superficie;
3. d'admettre que la redevance annuelle encaissée soit comptabilisée dans les recettes.

Pour la Commission des Finances :



Nicolas Cottier, Pdt